

Publié le 01 septembre 2013 à 12h02 | Mis à jour le 01 septembre 2013 à 16h00

## Première manif de soutien aux handicapés à Montréal



La marche des 10 %, comme l'a baptisée le Mouvement Citoyen Handicap-Québec (MCHQ), en référence à la proportion de personnes handicapées dans la province, visait surtout à braquer les projecteurs sur la pauvreté et le manque de services offerts aux personnes handicapées.

PHOTO OLIVIER JEAN, LA PRESSE



[Marie-Michèle Sioui](#)

La Presse

Une centaine de personnes handicapées ont pris les rues de Montréal pour la toute première fois, dimanche après-midi, afin de dénoncer les injustices dont elles se disent victimes.

La marche des 10 %, comme l'a baptisée le Mouvement Citoyen Handicap-Québec (MCHQ), en référence à la proportion de personnes handicapées dans la province, visait surtout à braquer les projecteurs sur la pauvreté et le manque de services offerts aux personnes handicapées.

Pour Linda Gauthier, présidente du Regroupement des activistes pour l'inclusion au Québec, nombre de personnes handicapées sont enfermées

dans un cercle vicieux. «Il y a plusieurs personnes qui vivent de l'aide sociale. Mais c'est difficile de travailler ou d'aller à l'université quand on n'a pas de transport adapté», illustre-t-elle. Au total, sept stations de métro, toutes situées sur la ligne orange, disposent d'un ascenseur. Et si 150 lignes d'autobus offrent des véhicules «à plancher bas», Linda Gauthier souligne que ce service n'est pas toujours disponible, en temps de tempête de neige, par exemple. «On paye pourtant le même prix que les autres», souligne-t-elle.

### Comme des poubelles

De l'avis de Richard Guilmette, initiateur de la marche et fondateur du MCHQ, plusieurs personnes handicapées n'acceptent pas leur condition. «Demandons-nous pourquoi. Vaut mieux ne pas être handicapé au Québec: nous sommes perçus comme étant des victimes, mais nous sommes traités comme des poubelles», indique le militant, qui a par ailleurs lancé un magazine Web traitant de divers sujets en lien avec les handicaps au printemps.

Visiblement, c'est l'absence d'une prise en considération systématique de la condition des personnes handicapées qui dérange. Immeubles difficiles d'accès et coupes dans les soins à domicile sont autant de situations qui laissent croire à Linda Gauthier qu'elle est perçue comme «une citoyenne de seconde classe».

«Ce n'est pas parce qu'on est handicapés qu'on doit rester attachés à la patte du four», lance-t-elle.

D'autant plus que le gouvernement aurait avantage à bonifier l'aide à domicile, et ainsi favoriser l'autonomie, selon Richard Guilmette. Ce dernier fait valoir que ce type d'assistance est moins dispendieux que le maintien d'une personne handicapée en Centre d'hébergement et de soins de longue durée, là où les services coûtent en moyenne 90 000 \$ par an.